



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFET DE LA MARNE

### Direction départementale des territoires

Service Environnement  
Eau – Préservation des Ressources  
Cellule procédures environnementales

AP n° 2017-MD-25-IC  
CdeM

### **ARRETE PREFECTORAL de MISE EN DEMEURE pris à l'encontre de la société SUN DESHY pour son établissement situé sur le territoire de la commune de NOIRLIEU (51330)**

**Le Préfet du département de la Marne,**

**Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 170-1 et suivants ;

**Vu** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

**Vu** le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2007 APC 109 IC du 8 novembre 2007 autorisant la Coopérative SUN DESHY à poursuivre l'exploitation de ses installations Route de Contault à NOIRLIEU ;

**Vu** le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 1<sup>er</sup> mars 2017 établis à l'issue de la visite d'inspection du 12 décembre 2016 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°DS2016-094 en date du 18 juillet 2016 portant délégation de signature à M. Denis GAUDIN, Secrétaire Général de la Préfecture de la Marne ;

**Considérant** que la société SUN DESHY exploite sur le territoire de la commune de NOIRLIEU (51330), une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous la rubrique n° 4801 (ex-1520) : Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses ;

**Considérant** que la société SUN DESHY exploite sur le territoire de la commune de NOIRLIEU (51330), une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous la rubrique n° 2260 : Broyage, concassage, criblage ... des substances végétales et produits organiques naturels ;

**Considérant** que la société SUN DESHY exploite sur le territoire de la commune de NOIRLIEU (51330), une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous la rubrique n° 2910 : Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771 et 2971 ;

**Considérant** que la société SUN DESHY exploite sur le territoire de la commune de NOIRLIEU (51330), une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à enregistrement sous la rubrique n° 2160-1 : Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable ;

**Considérant** que l'installation classée pour la protection de l'environnement soumise à enregistrement sous la rubrique n° 2160-1 est une installation connexe ;

**Considérant** que lors de la visite d'inspection du 12 décembre 2016, l'inspection des installations classées a constaté le non-respect des prescriptions de l'article 18 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé relatives à la réalisation d'une analyse du risque foudre (ARF) par un organisme compétent ;  
**Considérant** qu'il y a lieu de contraindre la société SUN DESHY à satisfaire aux exigences des dispositions réglementaires précitées ;

Sur proposition de Monsieur le directeur départemental des Territoires de la Marne,

## **ARRÊTE :**

### **Article 1er :**

La société SUN DESHY répertoriée selon son n° SIRET 329 737 142 00011, dont le siège social est situé Route de Pogny à FRANCHEVILLE (51240), est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite à NOIRLIEU (51330), de se conformer aux prescriptions de l'article 18 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

Le délai prévu par le présent arrêté s'entend à compter de sa notification.

### **Article 2 :**

Sous **un délai de 1 mois**, l'exploitant doit faire réaliser par un organisme compétent l'analyse du risque foudre (ARF) pour son installation classée pour la protection de l'environnement soumise à enregistrement sous la rubrique 2160-1 : Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable, conformément à l'article 18 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé.

### **Article 3 :**

Les dispositions du présent arrêté ne présagent pas des mesures complémentaires qui pourront être imposées ultérieurement à l'exploitant.

### **Article 4 :Sanctions**

Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, si, à l'expiration des délais fixés pour l'exécution, l'exploitant n'a pas obtempéré à cette injonction, l'autorité administrative compétente peut :

- obliger l'exploitant à consigner entre les mains d'un comptable public une somme répondant du montant des travaux ou opérations à réaliser ;
- faire procéder d'office, en lieu et place de la personne mise en demeure et à ses frais, à l'exécution des mesures prescrites ;
- suspendre par arrêté le fonctionnement des installations, jusqu'à exécution complète des conditions imposées et prendre les mesures conservatoires nécessaires, aux frais de la personne mise en demeure ;
- ordonner le paiement d'une amende au plus égale à 15 000€ et une astreinte journalière au plus égale à 1 500€ applicable à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à satisfaction de la mise en demeure.

### **Article 5: Droits des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### **Article 6 : Exécution et diffusion**

Le Secrétaire général de la Préfecture de la Marne, la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Grand Est, le Directeur Départemental des Territoires de la Marne ainsi que l'inspection des installations classées sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information à M. le Sous-préfet de SAINTE-MÉNEHOULD, à la délégation territoriale Marne de l'ARS, à la DIRECCTE, à la DDT – service urbanisme, au service interministériel de défense et de la protection civile, au service départemental des services d'incendie et de secours, à la direction de l'Agence de l'Eau, ainsi qu'à Monsieur le maire de NOIRLIEU, qui en donnera communication à son conseil municipal.

Notification en sera faite, sous pli recommandé, à Monsieur le directeur de la société SUN DESHY, dont le siège social est situé Route de Pogny à FRANCHEVILLE (51240).

Monsieur le maire de NOIRLIEU procédera à l'affichage en mairie de l'arrêté pendant un mois. A l'issue de ce délai, il dressera un procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la direction départementale des territoires.

Châlons-en-Champagne, le

**20 MARS 2017**

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général de la préfecture,



Denis GAUDIN

#### **Voies de recours**

En vertu de l'article L.514-3-1 du Code de l'environnement, la présente décision peut être déférée à la juridiction administrative :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

La décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.